

la campagne électorale

La candidature Lalonde

Beaucoup rêvaient Dumont, tous espéraient Cousteau, mais ce sera Lalonde le candidat écologiste. Même si l'on fait abstraction des candidatures Delarue et Garaudy, Brice Lalonde est loin d'apparaître comme le fédérateur des écologistes : les uns le jugent « opportuniste », d'autres le trouvent « trop marqué à gauche ».

Pendant dix mois les écologistes ont marché sur des œufs pour trouver un candidat commun, chaque groupe travaillant à renforcer ses positions pour éviter que l'autre ne pratique une OPA sur le mouvement. Mais dès les premières approches, le représentant de SOS Environnement s'est proclamé candidat. Et aux « primaires » organisées en juin par les autres écologistes, Brice Lalonde, principal animateur du RAT n'a devancé Philippe Lebreton, pré-

sident du MEP, qu'au second tour. Désigné par 930 militants seulement, élu à peine avec 113 voix d'avance, soutenu par Paris (358 voix à Paris contre 99) plus que par la province, Lalonde se tient sur un fragile piedestal.

Voilà qui traduit les difficultés profondes que connaît depuis environ deux ans le mouvement écologiste. Amené à se déterminer face aux échéances politiques, les composantes du mouvement vont se diviser. Les toutes premières manifestations de ces divisions apparaissent après le rassemblement de 1977 à Malville lorsque les mobilisations anti-nucléaires perdront de leur portée.

Le mouvement écologiste qui avait forgé son unité dans les luttes anti-nucléaires de 1973 à 1977, qui avait pris son essor après ses succès aux municipi-

pales de 1977, a aujourd'hui perdu de sa force et n'arrive plus à conserver l'apparence de l'unité.

Présenter le mouvement écologiste oblige donc à retracer sa récente évolution et à dégager les éléments moteurs de sa nouvelle situation. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire ci-dessous.

Le fait que le mouvement écologiste s'affirme toujours comme une force politique avec laquelle il faut compter tient pour une large part à la pertinence des problèmes qu'il soulève. Il importe donc d'examiner aussi la nature des réponses avancées par les écologistes. Dans le cadre de cette première approche, nous nous sommes limités à la question de l'Etat, telle que l'aborde le RAT.

Où en est le mouvement écologiste ?

Par Didier DELORME



Malville 1977, un tournant pour le mouvement écologiste

Le combat écologiste naît dans les années 70 d'une nouvelle prise de conscience politique. Les écologistes mettent le doigt sur toute une série de problèmes contournés par le PCF et le PS : aggravations considérables des atteintes au cadre de vie, problèmes de croissance, de choix énergétiques. Protecteurs de la nature, défenseurs du cadre de vie et « intellectuels de la survie » — l'expression est de Lalonde — forment très vite un courant qui trouve sa spécificité dans l'autonomie vis-à-vis de toutes les forces politiques. Aux travers de leurs revendications, les écologistes entendent en effet remettre en question le jeu de la politique traditionnelle.

Ces composantes du courant écologiste trouveront une unité conjoncturelle dans les luttes anti-nucléaires.

En 1973, une centaine d'associations réclament un « moratoire du nucléaire ».

Après la candidature de René Dumont aux présidentielles de

1974, on peut dire que s'est constitué un mouvement écologiste. Nébuleuse aux contours très flous qui digère facilement tous les groupes de sa périphérie rassemblement sans projet explicite qui affirme son existence dans le projet catégorique du programme nucléaire.

Les municipales de 1977 consacrent l'expansion du mouvement : les comités locaux fleurissent et des candidats « verts » obtiennent souvent 10 %, parfois 20% des voix.

Trois grandes associations dominent alors le mouvement : SOS Environnement, le RAT et le Mouvement Ecologique et leurs caractéristiques sont déjà bien dessinées. En dépit de la diversité des associations écologistes, les contradictions entre elles ne sont pas bien développées et les listes communes s'élaborent sans difficultés. Les municipales n'offrant que des enjeux locaux, les programmes constitués ça et là peuvent garder leurs différences. Notons cependant que quelques groupes qui avaient esquissé un programme municipal général, échouent dans leur tentative : la charte de St-Omer sera récusée par la plus part des autres groupes pour avoir été élaborée sans débat et n'être qu'un catalogue de vingt revendications.

Le mouvement écologiste connaît donc dans ces années 1976-1977 une certaine euphorie. Aussi les législatives vont-elles décevoir bon nombre de militants. Plusieurs représentants du mouvement estiment que « 5% sur un tiers des circonscriptions, ce n'est pas si mal, mais ce n'est pas une grande victoire ». Cette relative stagnation marque la fin de l'illusion d'une poussée électorale continue.

Le clivage du mouvement

Fin 1977, début 1978, apparaissent en effet des difficultés qui s'expliquent par un certain nombre d'éléments.

Pendant l'enfance du mouvement (1970, 1977) les écologistes ont accumulé une foule de points d'interrogations et ont laissé dans l'ombre d'importantes questions : quelle attitude adopter vis-à-vis des partis de gauche ? Quels liens tisser avec les « nouveaux mouvements sociaux » ? Face à la répression de l'appareil d'Etat, comment répliquer ?

Faut-il « restreindre » l'Etat ou

Les trois quartiers du mouvement écologiste

Depuis que les écologistes sont apparus comme une nouvelle force politique, trois associations consituaient l'essentiel du mouvement. C'est à partir de la création du MEP en février 1980, que le tableau a nettement changé.

Les « Amis de la Terre » se sont constitués en réseau en novembre 1977. Ce réseau marie des groupes autonomes « liés par des objectifs communs et des pratiques voisines », et un bureau national permanent, organe de gestion, mais aussi de réflexion. Le RAT représente la plus grande organisation écologiste : il revendique aujourd'hui 3 000 militants et 160 groupes (70 en 1978). Les grandes orientations et les décisions sont prises chaque année en assemblée générale. Cette structure souple, établie par souci de « rupture avec le centralisme », laisse de fait, la direction à son principal animateur, Brice Lalonde.

Touraine, sociologue, membre du PS, qui fait jouer aux « nouveaux mouvements sociaux » (femmes, régionalistes...) un rôle central dans les transformations sociales, influence bon nombre des A.T.. Aux « Touraine », on oppose généralement les « basistes », qui défendent l'écologie sur le terrain des luttes et les « pragmatiques » qui cher-

chent par des actions ponctuelles à peser sur les décisions gouvernementales. Toutefois ces subdivisions ne rendent pas compte de toute la diversité des groupes du réseau : certains A.T. se réclament de l'autonomie.

Deux traits caractérisent politiquement le R.A.T.. Tout en affirmant son indépendance vis-à-vis des partis, le R.A.T. et surtout Lalonde ont montré leur inclination pour le PS. En dépit de ses dernières tentatives, le R.A.T. a du mal à définir en positif son projet de société et ne présente pour programme qu'une « énumération de mesures ». Le R.A.T. propose de « produire mieux », de « consommer moins », sans poser la question de la propriété des moyens de production, ni celle des rapports de production. Le R.A.T. s'attaque aux mauvaises conditions de travail, et à multiples autres conséquences du développement anarchique de la production sans les relier au type de société capitaliste qui les engendre. Cependant il propose clairement de « désaisir progressivement l'Etat de ses pouvoirs » et dénoncent « le pillage du tiers-monde ».

Le Mouvement d'Ecologie Politique est créé en février 1980 par les principaux animateurs d'Europe-Ecologie. Il s'est cons-

truit sur les décombres du « Mouvement Ecologique », mais réunit d'autres défenseurs de la nature, des militants de gauche ou d'extrême-gauche. Présidé par Philippe Lebreton, le MEP est dirigé par un conseil national, structure hybride, élue pour moitié par des assemblées régionales. L'autre moitié est désignée par l'assemblée générale de tous ses adhérents. Le nombre d'adhérents au MEP, de 429 à l'origine doit approcher le millier.

Comme le RAT, le MEP s'affiche avant tout comme un mouvement politique, à cette différence que le MEP entendait se doter d'un programme général et d'une structure très nette. En apparaissant comme porteur d'une réflexion plus cohérente, le MEP espérait s'instituer en fédérateur des autres organisations.

Le MEP reprend des thèmes classiques de l'écologie (autoproduktivisme, refus du nucléaire), partage les analyses du RAT sur le Tiers-Monde, mais contrairement au RAT, ne fait pas de la technocratie la base d'analyse théorique de notre société.

Le MEP entend dénoncer nettement « l'économie de profit à l'Est comme à l'Ouest », « sans fonder prioritairement ses analyses sur la lutte des classes ».

SOS Environnement, présidé par J.C. Delarue, regroupe la

Fédération des Usagers des Transports et quelques associations de défense du cadre de vie. SOS Environnement est surtout implanté dans les banlieues du sud-ouest parisien. Assez bien structuré, le réseau SOS Environnement se définit surtout comme un groupe de pression où des notables de l'écologie trouvent facilement place.

Dans son manifeste, SOS Environnement présente des réformes de démocratie locale et un nouvel aménagement du territoire, communes à la plupart des programmes écologistes. Mais Delarue propose aussi de « développer un véritable pouvoir du consommateur ». Poujadisme généreux qui demande « la solidarité à l'égard des exclus » et prêche les économies d'énergie pour échapper au nucléaire et... « à la pression des pays producteurs de pétrole ».

Nommé récemment par Giscard au « Haut Comité à l'Environnement », Delarue s'écartera du MEP dès sa consitution.

Le troisième collègue, coorganisateur avec le MEP et le RAT des assises écologistes de Lyon en mai dernier, rassemble ceux qui refusent toute organisation politique centralisée et sont partisans d'une totale autonomie vis-à-vis des partis politiques.